

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 29 avril 2019

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	20	5

N° de la séance : 08

Objet de la délibération : Direction de la Cohésion Sociale - Mise à disposition de locaux pour le PLIE - Convention avec la commune de La Colle sur Loup - Renouvellement

☒ Original
☐ Expédition certifiée conforme à l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

L'an deux mil dix neuf et le 29 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Jean-Bernard MION, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Michel ROSSI, Joseph LE CHAPELAIN

Madame SALUCKI,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion par l'économie ainsi que la création d'un Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE).

Par délibération en date du 15 juin 2015, le Conseil Communautaire a approuvé le projet de création du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA. Ce dernier a été renouvelé pour la période 2018-2020 par délibération n°CC.2018.012 en date du 19 février 2018.

Opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2015, le PLIE est un dispositif visant l'accompagnement vers l'insertion professionnelle des personnes les plus en difficulté. Il s'agit d'un service de proximité qui intervient sur la totalité du territoire de la CASA par des permanences assurées par les référents sur plusieurs communes.

Date de la convocation :
Le 23/04/2019

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **07 MAI 2019**

de la réception s/Préfecture
en date du **- 9 MAI 2019**

Pour le Président,
La Responsable de Service


Corinne PAVAN SANTAINÉ

N° Enregistrement : BC.2019.053

Dans ce cadre, la commune de La Colle sur Loup met à la disposition de la C.A.S.A. un local de 15,5 m² situé à la Mairie Principale, Chemin du Canadel 06480 - La Colle sur Loup.

Il est convenu que ce local sera utilisé dans le cadre d'accompagnements socio-professionnels des demandeurs d'emploi menés par le personnel du service PLIE de la CASA.

La mise à disposition du local susmentionné est consentie à titre gracieux jusqu'au 31 décembre 2019. Son renouvellement est prévu par tacite reconduction durant une période maximum de 6 ans.

Vu la délibération n°CC.2014.005 du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 qui donne délégation au Bureau Communautaire pour « prendre toutes décisions en matière de mise à disposition de locaux et de terrains relevant du domaine public ou de tous autres éléments mobiliers du patrimoine » ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de La Colle sur Loup et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver les termes de la convention de mise à disposition d'un local entre la commune de La Colle sur Loup et la C.A.S.A., dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 29 avril 2019
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



COMMUNE DE
LA COLLE-SUR-LOUP



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX

ENTRE

LA COMMUNE DE LA COLLE SUR LOUP

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SOPHIA ANTIPOLIS (CASA)

ENTRE :

La commune de La Colle sur Loup représentée par Monsieur MION, agissant en qualité de Maire, dûment habilité aux présentes conformément au procès-verbal d'élection du 4 Avril 2014, dénommée « La commune » dans la présente convention.

D'UNE PART,

ET

La Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis dont le siège social est fixé à la Mairie d'Antibes, BP 2205, 06600 Antibes, représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant en qualité de Président, dûment habilité par décision du Bureau Communautaire en date du 29 avril 2019, dénommée « la CASA » dans la présente convention.

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1^{er} : Conditions générales La commune met à disposition de la CASA, le local dont elle est propriétaire et accès suivants :

- Bureau 15.5m² à la Mairie Principale, Chemin du Canadel 06480 La Colle sur Loup

Il est à noter qu'en fonction des besoins de la mairie, cette dernière pourra disposer de la salle normalement prévue pour la CASA et proposer en fonction des disponibilités une autre salle à la place. La mairie informera la CASA de ce changement dans un délai raisonnable.

La CASA s'engage à n'utiliser les salles ci-dessus désignées qu'en vue de l'objet annoncé à l'article 3 de la présente convention et de satisfaire aux obligations suivantes :

- Restituer en l'état les lieux et le matériel à disposition, dont l'inventaire est joint en annexe ;
- Respecter l'ordre public, l'hygiène et les bonnes mœurs.

Article 2 : Remise des locaux

La CASA prend les lieux dans leur état. Elle ne pourra exiger aucune réparation ou modification dont la commune demeure seule juge.

La CASA déclare connaître parfaitement l'état des locaux qu'elle est autorisée à utiliser, et s'interdit toute réclamation ou tout recours qui seraient fondés sur le caractère impropre de ces biens à leur destination.

Article 3 : Destination des locaux et programme d'utilisation

Les locaux ci-dessus désignés pourront être utilisés par la CASA dans le cadre d'accompagnement socio-professionnel des demandeurs d'emploi avec le personnel du service du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi de la CASA selon le programme suivant :

- Le mardi, de 8h30 à 17h00
- Le jeudi, de 8h30 à 17h00

Il est convenu que les locaux seront accessibles uniquement pendant les horaires d'ouverture de la mairie.

Article 4 : Utilisation courante des locaux

L'utilisation des locaux devra se faire conformément aux prescriptions des services communaux.

Après chaque utilisation, la CASA veillera notamment :

- à l'extinction de toutes les lumières,
- à la propreté des lieux

Article 5 : Dispositions relatives à la sécurité La commune s'engage à maintenir en état de fonctionnement et de sécurité les locaux concernés et à prendre en charge les frais de maintenance des bâtiments, à assumer directement la responsabilité des installations techniques.

La commune prend en charge les travaux qui incombent à tout propriétaire d'immeubles afin que les locaux soient en état d'être utilisés, ainsi que les impôts locaux et les assurances concernant le bâtiment.

La CASA reconnaît :

- Avoir pris connaissance des consignes générales de sécurité et s'engage à les respecter ;

- Avoir procédé, avec les services de la commune, à une visite du site où se trouve le local utilisé, constaté l'emplacement des dispositifs de secours et d'alarme et reconnu les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.

Article 6 - Responsabilité & Assurance

La CASA atteste être titulaire d'un contrat d'assurance en cours de validité. Cette assurance couvre les risques inhérents à l'occupation d'un local, aux activités exercées et au matériel utilisé mis à sa disposition et lui appartenant, y compris vis-à-vis des tiers.

La CASA est directement responsable des locaux et du matériel mis à sa disposition. En cas de dégradations ou de vol, sa responsabilité pourra être engagée.

La CASA fournira les attestations d'assurance conformes aux obligations du présent article.

Conformément à l'Article L 2131-10 du Code général des collectivités territoriales, la commune ne peut renoncer à exercer toute action en responsabilité à l'égard de la CASA pour les dommages que celle-ci pourrait causer.

La responsabilité des agents territoriaux travaillant dans ces lieux ne pourra en aucun cas être engagée en lieu et place de l'utilisateur.

Article 7 – Modification des locaux

En aucun cas la CASA n'est autorisée à apporter une quelconque modification aux locaux et installations.

Si le besoin s'en fait sentir, la CASA est tenue d'en assurer la demande à la commune.

En cas d'accord, tous les frais seront à la charge du demandeur qui sera également tenu de remettre les lieux dans leur état initial en cas de résiliation de la présente convention, sauf décision contraire de la commune.

Article 8 - Dispositions financières

La commune autorise l'utilisation des locaux susmentionnés à titre gracieux.

Article 9 : Durée de la Convention et modalités de résiliation

La présente convention est consentie à titre précaire et révocable, conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques, à compter de sa date d'exécution et jusqu'au 31 décembre 2019.

Par application du principe de la reconduction, la présente convention sera automatiquement renouvelée à date anniversaire pour une durée d'un an, dans la limite de 6 années, soit jusqu'au 31 décembre 2025.

La présente convention pourra être résiliée :

- Par l'une ou l'autre des parties en cas de non respect de l'une ou plusieurs clauses de la présente convention ou des lois et règlements régissant les relations entre les collectivités. La résiliation se fait par courrier recommandé avec accusé de réception, ou remis par un agent assermenté. La résiliation ne sera effective qu'à l'expiration d'un délai d'un mois.

- Par la commune, à tout moment pour cas de force majeure ou pour des motifs sérieux tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou de l'ordre public, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.
- Par la CASA, par lettre recommandée avec préavis d'une semaine.

Dès que la résiliation deviendra effective, la CASA perdra tout droit à l'utilisation des locaux et des matériels, sans pouvoir prétendre à aucune indemnisation du préjudice qu'elle pourrait subir du fait de la résiliation.

Article 10 : Arbitrage – Contentieux

La CASA sera personnellement responsable des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention. Elle devra notamment répondre à des dégradations causées aux locaux mis à disposition pendant le temps qu'elle en aura la jouissance et commises tant par elle que par ses membres ou préposés, ou toute personne effectuant des travaux ou des interventions pour son compte.

En cas de litige, de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le tribunal Administratif de Nice s'agissant d'une convention comportant usage de dépendance du domaine public.

FAIT A SOPHIA ANTIPOLIS,

EN 2 EXEMPLAIRES ORIGINAUX, LE

Jean-Bernard MION

Maire de la Colle-sur-Loup

Conseiller Régional

Vice-Président de la Communauté

d'Agglomération Sophia Antipolis

Jean LEONETTI

Président de la Communauté

d'Agglomération Sophia Antipolis

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 29/04/2019
Numéro : BC_2019_053
Nature : DE - Deliberations
Objet : Mise à disposition de locaux pour le PLIE - Convention avec la commune de La Colle sur Loup - Renouvellement
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement

Interlocuteur

Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : LsyQhMK

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/05/2019
Identifiant : 006-240600585-20190429-BC_2019_053-DE

Acte reçu

Date : 29/04/2019
Numéro interne : BC_2019_053
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Mise à disposition de locaux pour le PLIE - Convention avec la commune de La Colle sur Loup - Renouvellement
Classification utilisée : 28/11/2018
Document : 99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_053-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_DE-006-240600585-20190429-BC_2019_053-DE-1-1_2.PDF

N